

Chapitre II

OFFENSIVE DU NICARAGUA

C) LES FRONTIERES DU NICARAGUA

1) AMERIQUE CENTRALE

L'Amérique centrale est un territoire grand comme l'Espagne, peuplé aux trois quarts autant que son ancienne métropole coloniale, mais divisé en six Etats "souverains". Certains formalistes y ajoutent Belize, qui en 1978 est une colonie britannique, que la convoitise guatémaltèque appelle le Guatemala oriental, et les alliés du Royaume-Uni, une enclave caraïbe en Amérique centrale ; d'autres en soustraient Panamá sous prétexte que cet Etat était une province colombienne jusqu'en 1903. Le Nicaragua est le maillon central qui divise en deux cette chaîne d'Etats, avec, au sud donc Panamá et Costa Rica, et au nord, Honduras, Guatemala et El Salvador.

Même dans la perspective de la justification étatique des Etats, peu de frontières paraissent aussi infondées que celles qui divisent l'Amérique centrale. Entre la Colombie et le Mexique, c'est le même "peuple", qui parle la même langue, qui pratique la même religion, si l'on excepte les résidus de tribus indiennes, mais dont, de toutes façons, il n'a pas été tenu compte dans le tracé de ces frontières. C'est comme si six Etats voisins à l'intérieur des Etats-Unis d'Amérique, ou six départements français déclaraient chacun leur indépendance. Et rien ne dénonce mieux la démagogie purement idéologique du nationalisme que le ridicule sérieux avec lequel il est agité par les valets de ces étroites provinces.

A l'indépendance, vers 1820, les cinq Etats septentrionaux ont formé une tumultueuse union qui a duré un peu moins de vingt ans, a fait beaucoup de morts entre diverses factions, et a abouti à réinstaller comme frontières à peu près les divisions administratives espagnoles. De nombreuses tentatives pour restaurer cette union ont toujours avorté avant d'en arriver à un échec autrement sanglant qui paraît l'inévitable aboutissement d'un tel raccommodage. Comment espérer, en effet, un accord entre six chefs d'Etat, dont au moins cinq vont devenir subalternes, dans un monde hiérarchisé où le sommet de l'Etat est le sommet de toute hiérarchie ? Comment choisir entre six capitales, dont cinq vont être rétrogradées au rang de chefs-lieux de province dans un monde qui s'urbanise à vue d'oeil ?

L'Amérique centrale est le barrage-réservoir de l'inondation nicaraguayenne. Ses frontières fonctionnent comme des écluses qui laissent passer l'eau, mais pas le poisson. Ici, comme c'est le néo-islamisme qui colporte la révolution iranienne aux frontières de l'Iran, c'est le sandinisme qui usurpe la révolte des enfants. Ainsi, si les frontières d'Etat divisent, policièrement, les insurgés du Nicaragua des autres pauvres d'Amérique centrale, l'onde de cette insurrection n'est maîtrisée qu'au spectacle du canal de Panamá au sud, à l'obscur tunnel de massacres du Guatemala au nord, et dans un autre spectacle, celui du réchauffement de la guerre civile sandino-somoziste, mais transposée au Salvador. Si l'insurrection du Nicaragua seule révèle ces différents dispositifs en leur donnant leur unité à la fin de 1979, ils s'étaient, indépendamment d'elle, renforcés de plus en plus vite jusque-là : car les mêmes causes qui ont provoqué l'explosion du Nicaragua, menacent des mêmes effets dans les Etats voisins.

Mais avant de suivre le fil rouge de la route interaméricaine, qui relie toutes les capitales (sauf Tegucigalpa, ce qui fait du Honduras la cambrousse de la région), et qui draine trois quarts de la population de l'Amérique centrale, un détour s'impose par un lien beaucoup plus puissant, omniprésent et unanimement décrié : car par air, mer et onde, les Etats-Unis d'Amérique ont infiltré leur esprit bien plus vite et bien plus profond dans toute l'Amérique centrale que l'aurait permis le lent cheminement de cette route. De sorte que les Etats-Unis sont à la fois la première frontière de chacun de ces Etats et leur unité première.

2) ETATS-UNIS

L'interprétation courante du rôle des Etats-Unis ne distingue généralement pas ses deux éléments constitutifs : l'esprit véhiculé par les Etats-Unis et le gouvernement des Etats-Unis. Les Etats-Unis sont d'abord le plus grand moulin à vent, à esprit, du monde ; et le gouvernement des Etats-Unis est le meunier. Mais cette esprit (dont la manifestation la plus exotérique est la marchandise), souffle de plus en plus fort, ce qui a pour première conséquence de griser, d'étourdir le meunier qui ne maîtrise plus du tout le moulin, uniquement préoccupé à s'étourdir de ventilation, si bien que la puissance du gouvernement semble, aux Etats-Unis, s'être dégradée à mesure que s'est augmenté l'esprit ; et, pour seconde conséquence, que ce vent s'infiltré avec force dans tous les Etats du monde, à commencer par ceux qui ont le moins de coupe-vents et ceux qui ont la plus grande proximité géographique avec les Etats-Unis. C'est en cela que le terme "arrière-cour des Etats-Unis" n'est pas usurpé en ce qui concerne l'Amérique centrale, quoiqu'il procède plutôt des interventions militaires passées.

Il s'est également produit, en partie au fil de ces interventions, une inversion dans la conscience du rapport historique entre l'Amérique centrale et les Etats-Unis. Alors que le jeune meunier construisant son moulin paraissait libre, enthousiaste, généreux, sans racines ni préjugés, et favorisait énergiquement l'émancipation de l'Amérique latine, celle-ci, son aînée encore vierge, fanait sous la garde étroite et traditionnelle de la vieille duègne espagnole. Mais aujourd'hui, le meunier est vieilli, rassi et riche, n'a plus toute sa tête et c'est lui le conservateur. L'Amérique centrale est la progéniture de cette rencontre ; jeune, sans éducation et sans égards, c'est elle qui concentre aujourd'hui la modernité avec enthousiasme, garante de l'esprit du temps, et garante de sa critique. L'Amérique centrale d'aujourd'hui ne se connaît pas de passé, alors que les Etats-Unis sont devenus ce passé qu'elle occulte. Fruit du viol de plus en plus brutal de l'Amérique latine s'émancipant par l'Amérique du Nord vieillissante, cette Amérique centrale là hait le violeur et méprise la violée. Aussi sauvage que policée, la gangrène de l'esprit des Etats-Unis remonte au cerveau de son gouvernement, dont l'autoritarisme usé n'a plus de remèdes.

Ce gouvernement, qui est le garant d'une dissolution des consciences historiques chez les pauvres au point d'être atteint par cette dissolution, n'a plus conscience ni de la place, ni du temps, ni des moyens, ni des perspectives qu'il a dans l'histoire de l'humanité. C'est pourquoi, confronté à un mouvement effectivement historique comme au Nicaragua, ce gouvernement se trouve soudain davantage ébranlé qu'influent. C'est en partie du aux canaux de pénétration de l'esprit, insidieux dans leur invisibilité et omniprésents dans leur finesse, qui, pour ainsi dire, fonctionnent soudain à l'envers ; mais c'est en partie aussi l'oeuvre de ce que cet esprit révèle : la dégradation de toutes les institutions comme dégradation en profondeur des moeurs. Aussi, si les institutions sont formellement les mêmes que pendant la jeunesse du meunier, leur fond s'est révélé, leur sagesse a sombré, leur équilibre a disparu. Du jury de comté à la Cour Suprême, tout le système judiciaire, joyau et fierté de la constitution, est devenu partial, ignorant, irresponsable ; du shérif de feuilleton télévisé au Congressiste, en passant par l'attorney, le gouverneur ou le sénateur, la corruption a gagné toutes les charges électives ; mais c'est probablement la présidence (le Président des Etats-Unis est fréquemment qualifié d'homme le plus puissant du monde) qui s'est la plus gangrenée : tout d'abord elle est la couronne des spectacles électoraux du monde, qui paralyse les décisionnaires des Etats-Unis une année entière sur quatre. Ensuite, elle n'est que spectacle, c'est-à-dire que c'est une image qui est choisie, et non plus un projet, un programme, une mesure, un homme. C'est ainsi que du héros de pacotille Eisenhower, à la cacahuète des Droits de l'Homme, Carter, cette dignité a échoué à des personnages de plus en plus pitoyables, mouvement auquel a fort contribué la manière de choisir les vice-présidents, toujours pour mettre en valeur la tête de liste, et donc pire qu'elle (Kennedy, le coq libéral, Johnson, son vice, Nixon, son adversaire battu, premier Président à être convaincu de trucage, grossièreté et mensonge, et Ford, vice-président de Nixon, réputé l'homme le plus bête de son siècle, malgré qu'il fut encore plus maladroit que bête). Aujourd'hui, le Président des Etats-Unis n'est au mieux qu'une entreprise, assez crapuleuse, qui tente de changer les Etats-Unis et le monde, trois années sur quatre, de manière à encadrer l'image qui a remporté les élections précédentes. Réellement gouvernent par intermittence quelques policiers névropathes du FBI ou psychopathes de la CIA. Tocqueville, qui n'est plus lu en Amérique, n'aurait pas manqué de vérifier cette corrosion dans l'ensemble de cette société : de Nixon au métro newyorkais et retour, la délinquance, cette putréfaction de la loi, a acquis une progression

parallèlement stupéfiante à celle de la drogue. Et je ne parle pas ici de la plus ancienne, le dollar, pour qui s'est perdu le respect, ni de la plus importante, la télévision, pour qui s'est perdue l'indignation, ni même d'alcool, marihuana, héroïne ou opium du peuple, mais de la résignation en général, oscillant d'euphorismes en abattements, d'amoks en puritanismes, de dépendances en suicides et de misère en misère.

L'insurrection nicaraguayenne (et la révolution iranienne) révèle le gâtisme des Etats-Unis, un étrange alliage de puissance positive et d'impuissance négative. L'insurrection des enfants a confirmé la haine profonde contre les Etats-Unis, qui représentent l'autre, le non-jeune, le non-latin, le non-indien, le non-catholique, le non-faible, le non-pauvre. Mais cette limite apparente, tracée à l'idéologie, qui rejette le caractère diffus de cette frontière, révèle aussi la pauvreté moderne des Etats-Unis, comme identique à la pauvreté moderne qu'elle a si fort contribué à généraliser en Amérique centrale. A cela près qu'en Amérique centrale, les pauvres se sont révoltés, et en Amérique du Nord, non ; avec ce corollaire, qu'en Amérique centrale, les ennemis des pauvres modernes savent réagir, et qu'en Amérique du Nord, non.

3) FRONTIERE SUD

a) Panamá

Plus on s'éloigne de Berlin, plus Berlin paraît identique à son mur. Plus on s'éloigne de Panamá, plus Panamá paraît identique à son canal. Les Berlinoises admettent implicitement que le mur provoque ce qui peut se passer de plus élevé dans leur vie : et conséquemment, qu'il ne se passe jamais rien de très élevé ; et conséquemment, les Berlinoises pensent aussi rarement au mur que les Parisiens à la tour Eiffel. Les Panaméens admettent implicitement que le canal est ce qu'il y a de plus profond dans leur vie ; et conséquemment, tout ce qu'ils peuvent dire ou faire ne sera jamais qu'en second, derrière le

canal ; et comme les Berlinoïses sont prisonniers de leur mur, les Panaméens le sont de leur canal.

Panamá s'est affranchi de la Colombie en 1903, à l'instigation des Etats-Unis qui purent ainsi construire ce fameux canal et s'adjuger une zone de 10 miles autour, en échange d'une redevance. Qui dit indépendance de Panamá, se fait rire au nez, bonhommement ou amèrement. Chacun sait que Panamá est une colonie américaine à cause de ce que la monnaie de Panamá est le dollar américain, à cause de 33 interventions militaires depuis 132 ans, à cause, bien sûr, du canal. Bref, si les Etats-Unis ont un pied en Amérique centrale, il est communément admis qu'ils ont deux bottes à Panamá. Anti-colonialisme, récupérons le canal, anti-impérialisme, récupérons le canal, anti-américanisme, récupérons le canal, voilà posé le spectacle éternel de Panamá.

Un coup d'Etat propulsa à la dictature le général Torrijos en 1968. Cet habile gaillard, imitateur de Perón, mais avec plus de mobilité et de précarité, a toujours désemparé les commentateurs professionnels. Navigant à vue, il élimine d'abord ses concurrents militaires, s'allie "avec le peuple" au bon dos, puis à la bourgeoisie à la bonne bourse, vaque un coup à droite, un coup à gauche, oscille entre l'anti-impérialisme et l'américanisme, bref trotte d'un extrême de commentateur à l'autre avec une aisance qui déconcerte ceux qui n'osent pas encore envisager un arrivisme aussi décontracté, aussi iconoclaste, aussi simple. Torrijos est le petit despote local le mieux dans son temps, qui soutient les sandinistes en même temps qu'il héberge le Shâh déchu.

Quelles qu'aient été les motivations qu'un pareil soldat de fortune et le pied-plat Carter avaient de signer effectivement un traité du canal, en octobre 1977, je ne peux que le conjecturer. Mais que deux valets aussi disproportionnés puissent commettre ensemble une faute et une irresponsabilité aussi grave que d'achever le spectacle qui paralyse durablement les pauvres de tout un Etat, laisse penser que leur devise est désormais alignée sur leur prévoyance : après moi le déluge. Et certes, Torrijos, qui dans cette affaire admit des partis politiques d'opposition et se démit de la présidence (ce qui transféra le siège de la dictature au commandement de la Garde Nationale, qu'il se conserva) n'a pas dédaigné la flatterie d'avoir son nom associé à un traité si désiré, ni, probablement, quelque menue monnaie ; quant à Carter, il lui fallait déjà construire des succès dont l'étalement fasse

applaudir l'électorat américain jusqu'aux prochaines élections (et le traité prévoyait plusieurs étapes jusque fin 1979). D'autre part, comme le compromis fut hâtif, il trouva beaucoup d'adversaires dans les deux camps, ce qui fut suffisamment spectaculaire pour cacher que ce spectacle était condamné.

Les pauvres de Panamá s'étaient toujours laissés convaincre que leur misère avait pour origine le racket américain sur le canal. Cette illusion disparaissant, ils découvrirent aussitôt les sujets de mécontentement du monde entier. Dès fin 1978 éclatent les premières grèves depuis dix ans. Même le Partido del Pueblo (stalinien classique) qui pouvait encore dire il y a peu : "we were careful not to sharpen the struggle at home because the principal objective in our program was passage of the treaties", ne peut plus rien retenir. Le gouvernement envoie l'armée.

Puis, en pleine bataille de Managua, le 11 juin 1979, "The bus and taxi drivers of Panamá City went on an illegal strike to protest recent increases in the price of gasoline. The strike, which received broad popular support, snarled traffic through out the city and disrupted business and government activities" : sous le canal, les pavés. "The government reacted to this strike violently as it had to others this year. But this time it backfired. The strike spread within hours after the news of the government crackdown spread around. By dawn of the second day bus and taxi drivers of the Atlantic city of Colón, the second largest, have also gone on strike. High school students joined in solidarity and by noon over 10 000 people, drawn from the workers and unemployed of this hard pressed city, were out in the streets." Les ennemis des sandinistes et du Shâh sont là, aussi. "Traffic stopped, business and government offices closed, the entire city lay paralysed. Before the day ended, several important government offices lay shattered and three protesters had been killed by National Guardsmen."

Devant une telle proximité de la colère, le spectacle du canal va donc être réchauffé. Le 1er octobre 1979, date prévue pour l'occupation d'une partie de la zone du canal par Panamá, 150 000 dupes applaudissent l'impudent menteur Torrijos, absent ("Je ne veux pas entrer dans l'histoire. Je veux entrer dans la zone du canal"). Mais ce succès reste inférieur à celui escompté (200 000 dupes). Le mur de Berlin à moitié arraché, il va être difficile de tenir les Berlinoises. Aussi, les valets panaméens en sont-ils maintenant réduits aux expédients les

plus éculés : la découverte d'un complot pour renverser le régime, le 24 octobre, témoigne d'une nervosité qui ne le quittera plus.

b) Costa Rica

Nous avons vu le Costa Rica comme le généreux réceptacle du Frente Sur sandiniste. Nous avons vu le tempéré Costa Rica envers et contre tout demeurer l'exception social-démocrate d'Amérique centrale. Nous avons vu le valeureux Costa Rica résister à toutes les menaces sur ce courageux équilibre, ô combien fragile, sans armée, équipé de sa seule milice. O noble petit Etat, que tes voisins n'imitent-ils ta candeur et ta probité, ta sagesse et ta douceur, dont l'exemple est l'oasis de la raison dans cette jungle de passions débridées !

Le 24 août 1979 démissionne Quezada, ministre du travail, en conclusion d'un mouvement de grèves sauvages dans et autour de Limón sur la côte atlantique, seconde ville du pays. C'est presque, mot pour mot, le même récit que pour Colón au Panamá. "The strike was declared illegal by the Government, and subsequent clashes between strikers and Civil Guards resulted in 2 people being shot dead, and 100 injured." Ce chaste et vertueux gouvernement est obligé de mentir de la manière la plus grossière : dès le 19 août, 3 diplomates soviétiques sont expulsés comme "agitateurs internationaux", amalgamés à la grève de Limón. Chasteté et vertu sont à ce prix. La même engeance qui, deux mois plus tôt, attaquait un Torrijos, et un mois plus tôt, chassait un Somoza, s'en prend aujourd'hui, à mi-chemin entre les capitales de ces deux-là, à un gouvernement qui soutient leurs oppositions.

4) FRONTIERE NORD

a) Honduras

Le Honduras est comme le reflet du Nicaragua dans un miroir qui serait leur frontière commune ; à cela près que toutes les villes insurgées du Nicaragua sur la côte Pacifique n'existent pas au Honduras, qui n'a pas de côte Pacifique, mais constitueraient le Salvador. Même Tegucigalpa, capitale de cette petite dictature, abris de somozistes en fuite, n'est que perchée dans un arrière-pays loin de la route interaméricaine. Il s'y passe alors autant d'événements que sur la côte Atlantique du Nicaragua, et dans le journal de chasse de Louis XVI, le 14 juillet 1789 : rien.

b) Guatemala

Deux éléments distinguent principalement le Guatemala de toutes les autres provinces d'Amérique centrale. Sa capitale, d'abord, qui porte son nom, est la plus américaine (city et bidonvilles) et la plus peuplée de la région ; puis la moitié des Guatémaltèques sont indiens, alors que dans tous les autres Etats (sauf au Costa Rica, où ce sont même les Espagnols) les ladinos -- métis indiens-espagnols -- sont majoritaires. De là probablement l'obscurité relative dans laquelle le Guatemala est plongé ; et de là surtout, une sorte de lutte sourde entre ville et campagne, mais modernisée ; de là encore, une presque-tradition des escadrons de la mort (favorisés par ces dictateurs remplacés régulièrement tous les quatre ans) contre ces indiens que préserve de moins en moins la profondeur de leur campagne ; de là toujours, une gauche plus morale que l'Eglise, appuyée d'une guérilla moins urbaine qu'en Indochine, qui commence seulement à s'ouvrir aux indiens qui y seront bientôt majoritaires.

Les escadrons de la mort, un peu assoupis sous la présidence de Laugerud García, se sont réveillés à l'occasion du tremblement de terre de 1976 (22 000 morts) en essayant de faire passer en douce quelques assassinats de syndicalistes sur le dos de l'hécatombe. Ces mauvaises moeurs auxquelles participe l'Etat augmentent évidemment l'indignation de gauche, si vertueuse, et des pauvres, nullement

modernes. Cette situation inversée, où l'Etat contribue constamment au viol de ses propres lois, dont les pauvres se font les champions, est encore compliquée par le gouvernement américain qui soutient les pauvres au nom de la croisade des Droits de l'Homme de son Président futur candidat, contre un gouvernement qu'il arme.

En 1978, le monde fait son entrée officielle au Guatemala, et non l'inverse. C'est un spectacle qui va faire méconnaître cet Etat. Mais ce spectacle va d'abord avoir des conséquences guatémaltèques : c'est une victoire de la campagne sur la ville, l'instauration d'un faux débat éternisant, d'une guerre insoluble qui s'installera peu à peu comme le sas entre le Mexique et l'Amérique centrale, comme le territoire infectieux qui sépare la passivité des pauvres des Etats-Unis et la répression des pauvres du Nicaragua. Le 29 mai 1979, 700 indiens kekchis, familles comprises, se rendent à la bourgade voisine de Panzós pour pétitionner contre je ne sais quelles injustices, qui sont effectivement leur lot quotidien : l'armée tire sur cette foule d'innocents et en tue une bonne centaine. "The Panzós massacre differed little from other massacres in Guatemala, either in scale or brutality." Mais la différence est dans l'information. A Panzós, ce jour-là, furent prises des photos, qui non seulement inondèrent instantanément tout le Guatemala, mais aussi le monde entier. Ainsi, cet événement devint célèbre, puis célébré. Le 1er, puis le 8 juin, syndicats, groupuscules de gauche, organisations paysannes et indiennes brident 60 à 80 000 personnes dans une manifestation d'indignation sur les malheurs de la campagne, dans les rues de la capitale. Quant à l'espoir d'un régime plus doux sous Lucas García, élu président trois mois avant d'entrer en fonction le 1er juillet 1978, c'est là encore au spectacle inverse qu'on va assister. Bien avant 1982, le cannibale Laugerud passera rétrospectivement pour végétarien.

Mais les gueux de la ville n'ont pas dit tout à fait leur dernier mot. Les gauches, occupées religieusement à panzoser les campagnes, guérilla par ci, syndicats par là, curés partout, négligent les slums de Guatemala City. Fin septembre, l'annonce d'une augmentation qui double le tarif des bus, provoque, selon les apologistes de gauche, une assemblée générale des travailleurs, étudiants et habitants des bidonvilles sous les auspices de l'union syndicale CNUS, qui serait bien le premier syndicat à revendiquer grève et barricades ; et selon une hypothèse critique (s'appuyant notamment sur l'absence, chez tous les apologistes, de date précise de cette réunion, et du début des troubles), une émeute spontanée dans les rues de la capitale, sur

laquelle se ponctionne aussi vite que possible ce parasite syndical, affolé par l'éventualité de grèves sauvages. A partir du 2 octobre, la police tire. Mais une semaine après la fin de Septembre à Esteli, les manifestations n'en sortent que grossies. Le samedi 7, le CNUS est obligé de proclamer la grève générale. Lundi 9 octobre, Lucas García s'empresse d'annuler l'augmentation, et le CNUS l'insurrection. Aussi incapables qu'ils avaient été de critiquer le spectacle de Panzós, les gueux de Guatemala s'avèrent incapables de dépasser le prétexte des transports en commun. Et ainsi, encadrés par leurs cerbères locaux, ils vont reprendre leurs déplacements à 5 centavos, et laisser les deux Guatemala, campagne et ville, devenir un seul Panzós.

Le résultat est une longue guerre larvée, où les gueux désarmés ou tués, sont réduits au silence. Car à partir d'octobre 1978, l'Etat prend résolument l'offensive. Un futé observateur a classé les escadrons de la mort en trois groupes : ceux qui sont composés de militaires ou de policiers faisant des heures supplémentaires ; ceux qui échappent au contrôle de l'armée et de la police ; et ceux qui n'existent même pas, sauf dans la signature et la rumeur, destinés à semer la peur, à paralyser et tromper. Les cibles les plus urgentes ont été, pour une fois, les politiciens libéraux, rapidement éliminés. Il s'agissait de priver les croisés des Droits de l'Homme d'une solution intermédiaire entre dictature de droite et sandinisme guatémaltèque. Cette priorité a probablement été suggérée par les conseillers américains, eux-mêmes opposés à la politique de leur Président, futur candidat. Les renseignements sont plus ténus sur les exactions commises par les gauches, où les quatre guérillas vont bientôt s'unir en une (URNG) et les organisations libérales et stalinienne, syndicales et paysannes en un Front Démocratique contre la Répression (FCDR) où les pauvres sont massés dans l'enclos de la défensive, attendant à l'abattoir. C'est que, dans toute l'Amérique centrale, ceux qui sont écoutés parmi ceux qui écrivent sont de gauche et en exil. Il n'y a évidemment que cette opposition qui a le conformisme, le temps et le crédit pour faire entendre son point de vue, y compris aux Etats-Unis, et malgré ses lamentations qui veulent assurer le contraire. L'arrivée des sandinistes au gouvernement n'a que renforcé cette mainmise, en s'attaquant à une réécriture unilatérale du passé.

Mais en janvier 1979, les sandinistes en sont encore à flatter l'espoir de pourrir le Nicaragua comme le Guatemala : dans les deux Etats, la guerre fait 5 morts par jour. Mais après la moitié de l'année, alors que les sandinistes combattent l'explosion qui les propulse au

plus inconfortable gouvernement, dictature et opposition guatémaltèques sont arrivées à l'empêcher, en augmentant la moyenne à 12 assassinats par jour (2 000 tués jusqu'à fin juin 1979). La frontière nord de l'Amérique centrale devient le tunnel encombré de cadavres que l'on ne traverse pas.

c) El Salvador

Le Salvador est l'Etat le plus petit et le plus dense de l'Amérique centrale. C'en est une sorte de concentré : omniprésence américaine, café, dictature militaire, forte urbanisation mais majorité paysanne, théologie de la libération, libéraux, gauchistes, guérillas. Le Salvador n'est pas un extrême de l'Amérique centrale, mais son vrai milieu. Là aussi, l'offensive gueuse arrive à une frontière, c'est sa frontière idéologique. Car la fortune des armes n'y a pas permis les grandes batailles de Septembre et de Managua. C'est donc dans ce petit Etat que l'ennemi va rassembler ses forces et lancer la véritable contre-offensive sandino-somoziste d'Amérique centrale. Si l'esprit objectif mystifie de plus en plus ce monde, la subjectivité des gueux du Nicaragua et d'Amérique centrale aura au moins le mérite de révéler de qui et de quoi le Salvador devient le sauveur.

Depuis 1970, ce n'est pas qu'en habitants que le Salvador est le plus dense, mais d'abord en récupérateurs. On y dénombre : un PCN, parti des militaires et des bureaucrates, qui tous les 5 ans remplacent, comme au Guatemala, le général-président-dictateur par un candidat choisi dans ses rangs ; une oligarchie (14 familles) organisée en patronat, ANEP ; un escadron de la mort, UGB ; une milice paysanne, répressive et anti-syndicale, ORDEN ; une opposition libérale, UNO, composée principalement de la démocratie-chrétienne, PDC ; et cinq trinités de gauche, trinités parce que chacune d'elle est composée simultanément d'une guérilla, d'un front populaire (regroupant de multiples autres sigles) et d'un parti, groupant les deux : FAL-UDN-PCS, stalinien orthodoxe,

FPL-BPR-FPL, tendance guerre civile prolongée, FARN-FAPU-RN, à mi-chemin entre les deux précédents, entre réformistes et radicaux, ERP-LP28-PRS, tendance insurrectionnelle, mais contrairement au Nicaragua considérée comme plus radicale (c'est-à-dire plus dogmatique) que guerre populaire prolongée, et

PRTC-MLP-PRTC, arrivé trop tard sur le marché florissant mais saturé de la putasserie léniniste pour que son atrophie permette de dégager une tendance distincte. On s'en doute, ce qui précède n'est que le sommaire de cette siglomanie, sa vulgarisation. Il faut à la fois de grandes capacités de magasinier pour stocker ces dizaines de diminutifs et leurs traductions en mémoire, et de généalo-giste, pour connaître toutes les filiations, ruptures, regroupements, sans parler de leurs chefs, sous-chefs, idéologues et principaux dogmes. Je ferais certainement injure à l'observateur attentif de reconnaître à sa place dans cette inflation d'organisations, souvent minuscules, le paroxysme d'une démente récente, parce que visiblement issue de l'adolescence prolongée, si un seul des commentateurs ne s'y était pas soumis avec le plus grand sérieux (des pages et des pages de sigles et de diagrammes en glossaire !) ; et surtout si les pauvres du Salvador avaient effectivement ri de cette mégalomanie lilliputienne. Mais il faut bien reconnaître que non seulement ils ont toléré les mailles de ce filet maniaque, mais les ont souvent tissées eux-mêmes, et si étroites qu'ils en sont morts par milliers. "Je ne parle pas de Minos, ni de Numa, qui tous deux gouvernèrent la folle multitude avec des fictions fabuleuses. C'est par ces niaiseries-là qu'on mène cette énorme et puissante bête qu'est le peuple."

Lorsque les élections présidentielles du 20 février 1977 ont lieu, tous ces compétiteurs sont déjà en place. Les léninistes poussant à l'abstention, le général Romero, candidat du PCN y bat le général Claramount, candidat de l'UNO, dans un rapport de 2 contre 1. Mais la fraude y est si massive qu'elle fait oublier celle de l'élection précédente, de Molina, en 1972. Le gouvernement des Etats-Unis, qui a soutenu l'UNO, Droits de l'Homme obligeant, est le plus désemparé. Mais, comme toujours en Amérique centrale, cette perplexité est prise pour de la duplicité, et contribue à la colère. Colère à laquelle se rallie l'UNO, qui après quelques jours perdus à gémir son indignation, comprend qu'elle n'a plus de raison d'être si elle tolère que les élections soient aussi grossièrement manipulées, qu'elle n'a donc aucune chance de les gagner jamais, pire, qu'elle se dégrade en caution démocratique de la dictature, battue et raillée de tous. Le 24 février, par conséquent, Claramount conduit 40 000 de ses partisans sur la place principale de la capitale San Salvador (El Salvador est le nom de l'Etat), occupée en principe jusqu'à l'annulation des élections. Notons cependant que sans les gueux, que même cette opposition constate dangereusement entreprenants, jamais ces modérés ne seraient descendus dans la rue contre la dictature : "This action followed

several days of spontaneous demonstrations against the regime and strikes by students, teachers, construction, factory and transport workers. The city was paralysed." Après quatre jours du plus passif des sit-in, l'armée encercle les 6 000 derniers manifestants spectaculaires et tire. Claramount fuit en exil, l'UNO passe à la clandestinité. L'armée se charge maintenant des inorganisés : "At daybreak demonstrators returned to the city center, burning cars and attacking government buildings. The troops fired with intent to kill. Some 200 people died, many of them workers responding to radio bulletins urging them to return to work. Similar riots took place in Santa Ana. In the evening Molina announced a stage of siege, banned assemblies and suspended all constitutional guarantees, blaming the violence on "agents of communist subversion"".

A cette répression succède une vague d'assassinats de curés catholiques, attribués à l'extrême-droite. Après que le parti catholique ait basculé dans la clandestinité, l'Eglise catholique bascule dans la théologie de la Libération, à commencer par son archevêque, Oscar Arnulfo Romero qui, à la tête de tout le haut clergé, refuse d'assister à la cérémonie d'intronisation de son homologue, le futur président Carlos Humberto Romero. Jamais peut-être une dictature ne s'était forgée une image pire : fraudeuse, massacreuse, tuant du curé dans le seul pays qui porte le nom du Christ, corrompue, oligarque et hypocritement soutenue par l'abject gouvernement américain, bref, méprisable en tout ce qu'elle n'a pas de haïssable et dégoûtant même ses protecteurs. Face à une telle caricature on imagine que les recruteurs de gauche se sont frottés les mains : tout massacre, tout assassinat de curé, tout prêche anti-gouvernemental, chaque iniquité gonfle leurs troupes, les nourrit financièrement et idéologiquement, leur permet d'engraisser de manière à devenir à leur tour la gauche groupusculaire la plus caricaturale.

Toute l'année 1978, profitant du silence des pauvres, le balancier entre les deux partis valets va les renforcer, l'un dans l'image du mal, absolu, l'autre dans l'image du bien, contraint seulement d'être ferme, d'être dur. Dénonçant les multiples Panzós (sans photos), les nombreuses guérillas, dont certaines sont contraintes de s'autofinancer, se spécialisent dans les enlèvements d'hommes d'affaires étrangers, libérés contre rançon et publication de communiqués dans la presse de leur pays. Il faut reconnaître que ces tentatives d'introduire le spectacle au Salvador butèrent encore sur une réluctance enracinée de la part de l'information ainsi sollicitée. Mais

les prémices d'un manichéisme spectaculaire, de deux camps valets retranchés, de cette guerre civile préventive que somozistes et sandinistes n'ont pas eu le temps d'asseoir, sont élaborées patiemment au Salvador. Entre février 1977 et février 1979, ce mode de combat à mi-chemin entre les armées classiques du Nicaragua et les commandos d'assassins du Guatemala, s'avère la façon la plus sûre de châtier les pauvres en permanence, sans risquer leur révolte.

C'est bien sûr Septembre au Nicaragua qui va faire fructifier ce dispositif au Salvador. Ce n'est pas que les pauvres du Salvador surent jamais ce qui s'était passé dans l'Etat voisin : les frontières, même aussi absurdes qu'en Amérique centrale, ne laissent filtrer que les mensonges valets. Aussi, les gauches ne propagèrent que la version sandiniste des événements. D'ailleurs ces guérillas salvadoriennes avaient encore, par rapport aux sandinistes, l'attitude des communistes allemands par rapport aux bolchéviques en 1918 : c'était au Salvador, où toutes les conditions étaient réunies, que se produirait la révolution d'Amérique centrale. Comme la contre-révolution bolchévique avait mis au pas les partis communistes éternels, la contre-révolution sandiniste mettra bientôt au pas ces guérillas éternelles. Non, c'est l'information mondiale qui commence alors à découvrir le Salvador comme alternative au Nicaragua, qu'elle trouve trop petit pour ses puissants éclairages.

Mais pour l'heure, au Salvador, la guerre est encore confuse. Les gauchistes qui freinent dans les villes et poussent dans les campagnes, n'ont pas pu retenir leur base. Car chaque manifestation porte encore son débordement. Car chaque organisation agit encore sans coordination avec les autres, regroupe des militants et des sympathisants peu nombreux, qui bougent sans ordre, et qui ne respectent pas leurs chefs, parce que ceux-ci sont encore trop petits. Ces deux années, où la bipolarisation entre deux armées se renforce continûment, est aussi la période où se renforce, paradoxalement, la spontanéité et le radicalisme des pauvres. De sorte que, ni leurs assassins, ni leurs récupérateurs ne sont encore parvenus à les étouffer sous leur couverture divisée ; et que cette radicalisation a en retour radicalisé ces assassins et ces récupérateurs. Ainsi, la vraie guerre qui se joue alors au Salvador, est celle, très indistincte, entre des pauvres, révoltés, et leurs encadrateurs, professionnalisés. Indistincte, car cet encadrement leur ressemble, et eux pensent souvent comme cet encadrement. Contrairement au Nicaragua, la limite entre gueux et valets n'est pas ici même visible, bien loin d'être vue. La récupération

n'est qu'une fine pellicule qui recouvre déjà tout, sauf les interstices entre les mailles, et qui colle aux ruades de la bête pour les adoucir. Principalement mais sans conscience, les petits valets de gauche vont éviter la jonction entre les gueux du Nicaragua et du Salvador. Et l'intensité, mais feutrée, étouffée, de cette lutte fantomatique entre gueux et valets, où les actions des premiers sont discrètement applaudies par les seconds, jusqu'à ce que les seconds s'emparent des actions des premiers dont les bruyants applaudissements trahissent la soumission, va provoquer mécaniquement en réaction la guerre avouable entre ces gauches et la dictature. Ce conflit-là, apparent, n'est que la manifestation visible du conflit réel.

Dès 1977, cette ambiguïté entre gueux et valets récupérateurs commence avec les premières occupations. Ainsi, alors que les gueux occupent des rues ou des usines, les valets font des prises d'otages spectaculaires dans des lieux publics. Mais au Salvador, dans les occupations se mêlera toujours un caractère spectaculaire et dans les prises d'otages une spontanéité nullement arriviste : autant ces actions freinent les gueux en les enlisant dans l'idéologie gauchisante, autant elles radicalisent les valets en banalisant leurs spectacles par leur multiplication informelle. La prolifération des occupations se lit dans l'éventail des lieux occupés : rues, usines, champs, églises, ministères, ambassades étrangères (Panamá, Venezuela, Costa Rica et Suisse en 1978, Mexique en janvier 1979). Signalons au passage que les gouvernants et les informateurs des Etats dont les envoyés étaient, contre l'usage tacite en vigueur depuis des millénaires, ainsi violentés, bien loin d'être indignés, acceptèrent toutes les conditions des preneurs d'otages, les excusant par l'ignominie de la dictature, leur faisant de la propagande, jusqu'à devenir complices de leur évasion. Ceci à titre d'exemple comme quoi le Droit prétendument si sacré en "démocratie" est aujourd'hui sacrifié sans hésitation à l'idéologie.

Dès février 1979, une vague de grèves dont il ne semble plus pouvoir être établi si elles étaient syndicales ou sauvages, déferle sur le Salvador. En tous cas leur manque de coordination, et le vague inhabituel à ce sujet chez tous les degauches patentés, semble attester leur sauvagerie. le 10 mars, une usine de soft drinks occupée est prise d'assaut par l'armée qui tue 8 ouvriers ; le 11 mars, le BPR occupe la cathédrale de San Salvador : il s'agit là de récupérer l'attention sur soi, à la sandiniste ; "by 13 March 24 unions had declared strikes in solidarity with the soft drink workers" (ce qui semble bien montrer le peu de retard, mais le retard quand même, des récupérateurs syndicaux

sur leur base présumée) ; "a week later, FAPU called out the power workers, bringing industry in the city to a halt" : cette fois-ci, les ouvriers se sont barricadés et menacent de faire sauter la centrale, si l'armée attaque. Le gouvernement est obligé de céder : il y a déjà 150 000 salariés en grève, à moins de 300 kilomètres d'Esteli.

Mais le 4 mai, la contre-offensive de gauche commence. Il s'agit maintenant que les gueux suivent les valets. Il s'agit enfin que le spectacle, c'est-à-dire dans un Etat d'Amérique centrale, l'histoire, s'empare du Salvador, en distribue les dividendes à chacun des sigles, et en supprime l'anonymat. Le BPR occupe simultanément l'ambassade de Costa Rica et de France, puis jusqu'à 8 églises de la capitale. Le 8 mai, l'armée tire sur la manifestation de soutien au BPR devant la cathédrale : 25 morts. "The number of dead was much less than in February 1977 and the methods used were no different with the plaza being sealed off and sharpshooters carefully picking off defenceless demonstrators from the surrounding government buildings. But this time the world at large viewed the event through its TV screens ; it was the first image of the residual violence of Salvadorean society to be piped into the living rooms of the metropolis." Ca y est : la très grosse artillerie soutient les valets salvadoriens. "L'exemple du Nicaragua voisin incite les jeunes rebelles, issus pour la plupart de la petite bourgeoisie contestataire, à donner un tour plus spectaculaire à leur action" (Le Monde, 19 mai). Après l'occupation de l'Ambassade du Venezuela (mais comme déjà pour celle du Costa Rica, l'ambassadeur parvient à s'évader au nez et à la barbe de l'amateur commando, le 20 mai), l'eau et la nourriture sont coupés aux preneurs d'otages et l'approvisionnement par la foule est empêché par l'armée le 22, qui tire à nouveau dans le tas : 10 morts. Enfin, le 1er juin, toutes ces prises d'otages s'achèvent pacifiquement dans un avion français qui transbahute tous ces héros maladroits mais indemnes, vers l'exil. Il y a, encore, en mai, un mouvement de grève, et notamment de soutien, mais il n'a plus la parole. "While the strikes had diminished, guerilla attacks increased, together with direct action by the popular organisations ; burning of buses, road blocks, occupations of embassies and radio stations were the principal methods used." Mais au moment où le Salvador devient spectacle, le spectacle, l'information dominante eux-mêmes sont également en pleine expansion, en pleins travaux : s'ils veulent bien séjourner un mois mercenaire au Salvador, ils n'y veulent pas encore élire demeure. D'autant que non loin de là commence alors la bataille de Managua.

C'est encore plus mêlés et inextricables que gueux et valets de gauche se relancent à l'attaque en septembre 1979, les seconds pour devancer les premiers : "By early september popular mobilization in the capital had surpassed the level it had reached in May. This time it took the form of demonstrations, occupations and attacks on public buildings, as well as the ritual burning of buses." "Romero's own brother was killed by the guerillas and the independance celebrations had to be cancelled for fear of an urban insurrection after 100 people had lost their lives in street clashes in the space of three weeks."

Le spectacle de mai n'aurait pas du se relâcher, s'il avait voulu étouffer ses ennemis. Au contraire, ainsi il les a excités. Et dans leur exercice de ligature compliqué car en pleine course des gueux, les valets salvadoriens se sont eux-mêmes attachés à leurs ennemis entravés, qui menacent aussi bien de leurs tomber dessus que de s'écrouler sous eux. D'autre part, le Salvador est maintenant devenu la suite, le contrepoids du Nicaragua, car maintenant que les sandinistes ont réussi la mise en scène de leur victoire, le spectacle peut leur nuire davantage qu'il ne leur sert : applaudir la gestion sandiniste s'avérera peut-être scabreux, au mieux fade. Mais l'Amérique centrale est rentrée dans la compassion, la compétence de beaucoup d'informateurs. Et comme les frontières du Nicaragua ont été réfractées jusqu'au canal de Panamá (spectacle) et aux massacres du Guatemala (obscurité), le même éclairage idéologique ne peut retrouver le même applaudissement mondial qu'au Salvador.

Sur les neuf premiers mois de 1979, il y aurait eu 550 assassinats au Salvador. Le nombre de morts, ainsi assené, en appelle toujours davantage au sentiment qu'à l'analyse : il serait indécent de mesurer tant d'horreur. Mais qui veut mesurer l'importance de l'information ennemie dans le choix du champ de bataille devra outrer le verdict moral. En effet, le même mode d'extermination, pendant la même période, a tué au moins cinq fois plus dans le Guatemala voisin. Comme quoi, en Amérique centrale, ce n'est pas la plus grande des horreurs qui est la vedette, mais l'horreur qui est la plus grande des vedettes.

